

La dernière utopie ou la fallacieuse analyse du multiculturalisme

La dernière utopie, menaces sur l'universalisme de Caroline Fourest. Éditions Grasset & Fasquelles, 287 p.

Laury Bacro

Enjeux de la laïcité I
Number 234, Fall 2010

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/61954ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bacro, L. (2010). La dernière utopie ou la fallacieuse analyse du multiculturalisme / *La dernière utopie, menaces sur l'universalisme* de Caroline Fourest. Éditions Grasset & Fasquelles, 287 p. *Spirale*, (234), 53–54.

La dernière utopie ou la fallacieuse analyse du multiculturalisme

PAR LAURY BACRO

LA DERNIÈRE UTOPIE, MENACES SUR L'UNIVERSALISME de Caroline Fourest
Éditions Grasset & Fasquelles, 287 p.

Dans son dernier essai, Caroline Fourest a pour ambition de clarifier le débat sur les questions de société qui font rage ces dernières années : le port du voile, les droits accordés aux minorités, l'intégrisme religieux, la parité, le principe d'union au sein de la nation, les repas séparés, les quotas... La liste est longue. Ces sujets sont traités dans une étude qui se veut comparative entre, d'une part, l'idéal universaliste, incarné dans le modèle de laïcité français, et les politiques multiculturelles telles qu'elles sont pratiquées dans différents pays comme le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et l'Australie. Son analyse fait part du déclin de « l'universalisme » bien qu'il reste, selon elle, le meilleur remède aux problèmes qui touchent les sociétés multiculturelles aujourd'hui.

UNIVERSALISME ET MULTICULTURALISME

Le point de départ du livre est le constat de la perte de puissance de l'idéal universaliste face à la montée des politiques multiculturalistes. L'ouvrage se construit à partir de cette observation en quatre parties : la première, intitulée « Un universalisme à bout de souffle », reprend l'idéal des droits de l'homme et du citoyen et démontre les tensions qui existent au niveau international quant au respect de cet idéal. Les pays qui présentent le plus de résistance, comme la Chine et les pays musulmans de l'OCI (Organisation de la Conférence islamique), sont en réalité animés par un désir de pouvoir et de domination et leurs arguments doivent donc être combattus.

La seconde partie, « Les confusions de l'antiracisme », tend à démontrer que l'application de politiques différentielles afin de rétablir une certaine égalité stigmatiserait les populations concernées. L'auteure met cependant en garde contre la « concurrence des victimes » et elle réaffirme le principe d'égalité des chances et de méritocratie. La troisième partie, « Un multiculturalisme à la dérive », recense les dérives qui seraient engendrées par les politiques multiculturalistes à travers le monde. L'accent est mis sur le danger de la montée des intégrismes et du non-respect de l'égalité homme/femme comme étant les failles majeures du multiculturalisme. La

dernière partie, « L'antidote laïque », positionne le modèle de la République indivisible comme étant le plus à même de lutter contre l'intégrisme et d'éviter les atteintes à l'égalité.

UNE VISION NOIRE DU MULTICULTURALISME

La tonalité du livre se construit sur la note de l'universalisme et, dans cette harmonie, les demandes de reconnaissance sonnent nécessairement faux. Bien que l'essai de Caroline Fourest révèle une érudition notable quant aux faits majeurs liés au multiculturalisme, la connaissance des événements ne commande pas nécessairement une même interprétation. Le but est-il de relever des faits concrets pour mettre au jour une vision globale ? En réalité, les exemples choisis sont souvent d'une violence extrême (excision, soumission de la femme, tentative de percée intégriste...) et leur analyse ne permet pas de saisir les enjeux concrets en présence. Ils semblent davantage jouer le rôle d'épouvantails afin d'éloigner ceux qui voudraient s'approcher de trop près de la question.

Les politiques multiculturalistes sont constamment décriées comme « tolérant l'intolérable ». Elles autoriseraient des pratiques et des coutumes barbares (l'excision, les tribunaux islamiques, le meurtre d'enfants...) au nom du respect de la différence et permettraient ainsi une violation flagrante des droits de l'homme et du citoyen. À l'encontre de cette vision catastrophiste, il faut signaler que même si ces pratiques sont en effet problématiques, elles relèvent d'une infime minorité et ne font pas « loi » dans la pensée multiculturaliste, contrairement à ce que laisse entendre l'auteure. Aussi, le philosophe Will Kymlicka a montré¹ que la plupart des minorités ethniques et culturelles respectent les valeurs des sociétés libérales modernes et y adhèrent. Elles souhaitent être reconnues comme membres à part entière. La demande de reconnaissance ne se fait ainsi pas au mépris de la liberté individuelle, mais en son nom. Enfin, ces pratiques ne peuvent être effectuées au mépris de la loi et des droits de la personne dans les démocraties libérales.

Le second spectre brandi face à la demande d'ouverture est celui de l'intégrisme. Le multiculturalisme serait le point de passage par lequel les intégristes se faufleraient pour gagner en puissance. Si cet aspect mérite d'être considéré, son omniprésence sous la plume de Caroline Fourest tourne presque à la caricature. Son étude antérieure sur Tariq Ramadan et sa vigilance face aux mouvements intégristes ont certes conduit l'auteure à mettre au jour les tensions existantes entre des groupuscules intégristes et les démocraties occidentales, mais son analyse ne semble pas capable de sortir de cet affrontement et donne une vision unilatérale de la façon de résoudre les problèmes que les modèles d'aménagement du vivre-ensemble doivent affronter. De plus, c'est oublier la vaste majorité de musulmans modérés et libéraux qui peuplent les démocraties occidentales et qui œuvrent pacifiquement et dans le respect des valeurs démocratiques pour des demandes de reconnaissance. Enfin, il est permis de penser que l'intégrisme puisse se nourrir davantage de la frustration engendrée par une politique qui semble privilégier la majorité au mépris des autres membres de la société que par des mesures d'accommodement de la différence.

Troisième point d'analyse, le multiculturalisme essentialiserait les identités. Partant de la réflexion sur la ségrégation et de la distinction que cette dernière établit entre les Blancs et les Noirs, Caroline Fourest affirme que le droit à la différence reproduit cette vision du monde. Le multiculturalisme figerait les identités et renforcerait les préjugés et les stéréotypes. Au contraire, l'universalisme, en se basant sur les critères sociaux, lutterait contre la discrimination sans figer les communautés dans des identités. L'attaque est conséquente et mériterait d'être prise au sérieux si elle ne s'établissait sur un parallèle douteux (la ségrégation) et des bases erronées.

Car en réalité, la pensée multiculturaliste reconnaît la culture comme étant mouvante. Elle est évolutive et c'est exactement ce que certains tenants de l'universalisme lui reprochent. Le multiculturalisme part du constat que certaines minorités ne sont pas traitées équitablement par rapport à la majorité, ce qui contredit le principe d'égalité. C'est parce que l'essentialisation est déjà présente dans la société (discrimination sociale, économique, sous-représentation politique...) que la politique de reconnaissance trouve sa raison d'être.

D'autre part, l'État n'est pas neutre et est toujours révélateur d'une langue, d'une histoire, d'une culture. La totale « *indifférence à la différence* » est donc irréalisable et les politiques universalistes, en établissant un modèle commun, imposent bien souvent une structure pétrée des idéaux et des croyances de la majorité. En ce sens, l'universel se révèle être fréquemment une manifestation du singulier et tend davantage à stigmatiser ceux qui ne se conforment pas à ce modèle. Dans ce contexte, la reconnaissance vise à rétablir l'idéal d'égalité pour tous.

LE GRAND DÉTOURNEMENT

Fourest s'exprime beaucoup dans son analyse au sujet de l'islam et du danger de l'intégrisme religieux. Si ce danger

est réel, si la position géographique de la France la rend plus vulnérable à la propagation du mouvement terroriste islamique en comparaison avec d'autres démocraties occidentales, il n'en demeure pas moins que cette menace est souvent mise en avant pour cacher un problème de fond tout aussi réel : un système d'intégration défaillant qui peine à permettre aux personnes issues de l'immigration de se sentir pleinement françaises. La question de l'intégrisme est alors un prétexte idéal pour éviter de faire face aux défaillances du système français et/ou universaliste, puisque limiter la tolérance à l'égard des pratiques culturelles ou religieuses s'avère nécessaire pour assurer la sécurité des citoyens. Ériger l'universalisme et la défense contre l'intégrisme comme structures de base de la discussion permet de manipuler l'opinion en jouant sur ses peurs et ses idéaux, et, ainsi, d'éviter d'entrer dans un véritable débat sur la façon dont peuvent être interprétées les notions d'égalité en droit (pas seulement une égalité de principe, mais sur la façon dont chacun jouit effectivement de ces droits), de liberté religieuse, d'autonomie, de liberté individuelle, de la distinction entre choix et contrainte, de la construction de l'identité, de la valeur de la culture...

De plus, les valeurs universelles permettent bien souvent une certaine flexibilité dans leur interprétation. Si l'apport des droits de l'homme et du citoyen a permis de construire des sociétés qui s'orientent vers un certain idéal de justice, il n'en reste pas moins que les lois qui découlent de ce dernier peuvent être déclinées de différentes façons. C'est la marge qui est laissée aux sociétés pour pouvoir se saisir pleinement de ces valeurs. Si les droits sont universels, leur application ne doit pas pour autant être uniformisante.

Il est vrai qu'aucun modèle ne représente en lui-même un système idéal qu'il suffirait d'appliquer pour faire taire tous les problèmes. Cependant, le rôle des intellectuels (et plus généralement de ceux dont la voix porte dans la société) est de clarifier les enjeux du débat et de donner les clés aux citoyens pour qu'ils puissent réfléchir par eux-mêmes. Il faut cesser d'attiser les peurs, les haines et les préjugés; il faut plutôt offrir des analyses qui ne se contentent pas de relater un aspect du problème et ouvrir des portes au lieu de pointer du doigt les voies sans issue.

Les débats télévisés, la presse ou encore les émissions de radio entrent généralement dans ce débat à partir de faits d'actualité. La compréhension d'un système, d'une idée, de faits observés demande cependant une approche désintéressée afin de saisir la logique interne qui les sous-tend. Cet effort minimal n'est pas réalisé ici et toute l'analyse aborde les enjeux inhérents au multiculturalisme avec une volonté évidente de décrédibiliser les forces de ce modèle.

Positionnement politique, instrumentalisation des exemples, ligne idéologique tracée d'avance... ce livre ne répond pas à ses promesses et ne s'élève guère au-dessus du débat d'opinions dont il est issu.

1. Will Kymlicka, « Le droit des minorités et le multiculturalisme : l'évolution du débat anglo-américain », dans Will Kymlicka et Sylvie Mesure, *Comprendre les identités culturelles*, Paris, PUF, 2000.